

**CAHIERS
INTERSIGNES**
N° 10 -
printemps 1995

Penser l'Algérie

Les thèmes récurrents de l'abondante production éditoriale inspirée par l'actualité traversent le numéro double des *Cahiers INTERSIGNES* consacré à l'Algérie : l'islamisme et les questions afférentes à l'identité, à la violence, aux langues, aux femmes... La contribution n'en est pas moins originale par sa visée. Alternant débats, articles, témoignages et récits, elle entend donner à lire une pensée parlante, devant ce qui nie la parole et arrête la pensée.

Le souci de donner ainsi libre cours à la parole en privilégiant l'expression à la première personne du singulier rompt avec l'habituelle, et illusoire, atonie du chercheur. Entre autres illustrations, l'on mentionnera notamment deux entretiens respectivement avec B.ETIENNE (*D'Abdelkader l'Algérie actuelle*) et M.MARKOUN (*Le cheminement d'une critique*) ainsi qu'un ensemble de textes écrits, à l'initiative de l'association *Barbaresques*, par des universitaires français ayant, à un moment ou autre, croisé leur vie à l'Algérie.

La tentative d'élucidation du rapport à l'Algérie vécu par des intellectuels, qu'ils soient algériens, maghrébins ou français, s'inscrit en contrepoint d'analyses, de facture apparemment plus classique, des enjeux culturels de la situation algérienne. La transcription d'un débat intitulé *La politique à l'épreuve de l'identité* est à cet égard révélatrice des habituels clivages sur la perception de l'islamisme et de la configuration dont il procède. En revanche, plusieurs de ces études proposées apportent des éclairages stimulants. Tel est le cas, par exemple, de l'essai sur le théologico-politique en Algérie auquel se livre R.BABADJI dans un questionnement sur la place occupée par la figure du martyr dans le discours politique algérien (*Le martyr et l'Etat de droit*). Un récit en vers de M.DIB (*L'enfant-jazz, la guerre*) clôture ce numéro, à défaut de le conclure avec pour chute : *la guerre garda son secret*.

▲ INTERSIGNES - B.P. 413 - 75233 Paris Cedex 05.

**ARCHITECTURE
ET COMPORTEMENT**
N° 3 - septembre 1994

Modèles d'habiter au Maghreb

L'adéquation entre l'architecture, les usages et les pratiques des habitants dans les pays du Maghreb et la prise en compte des décalages entre *logiques des concepteurs et compétences des usagers* constituent les questions centrales abordées par ce numéro spécial, coordonné par F.NAVEZ-BOUCHANINE.

Selon cette dernière, trois *situations socio-historiques* doivent être distinguées. On parle ainsi de *réappropriation culturelle* pour décrire les tentatives des résidents d'adapter à leurs pratiques et à leurs besoins un type d'habitat dont le mode de production planifié les a exclus. Par ailleurs, les transformations accélérées de la société peuvent aussi rendre inadaptées des formes existantes et engendrer donc d'autres modes de réappropriation. Enfin, une troisième situation est caractérisée par des formes d'implantation et d'occupations dites *spontanées*.

Dans l'est algérien, N.BEN ABDALLAH-SEMMOUD montre que la modification des usages et des formes de l'habitat domestique (extensions, surélévations, couvertures) correspond à des *stratégies de reproduction familiales* et renvoie à la permanence d'un *corps de règles et de codes sociaux et culturels*, en contradiction avec le discours officiel sur la *perte des valeurs traditionnelles* (R.SIDI BOUMEDINE). Ainsi ces logiques d'appropriation révèlent-elles des enjeux identitaires : c'est le cas de la réorganisation fonctionnelle des logements de la cité *Khaldun* à Tunis. On y distingue une forme de réappropriation de l'espace privé qui est la conséquence d'un besoin accru d'affirmation sociale des habitants (M.BENSLIMANE), de même qu'au Maroc dans les zones d'habitat spontané, les résidents revendiquent, dans et par les pratiques sociales, leur "urbanité" (F.NAVEZ BOUCHANINE).

▲ ARCHITECTURE ET COMPORTEMENT / ARCHITECTURE AND BEHAVIOUR - P.O.B. 555 CH-1001 - Lausanne.

**MADINA, CITE
DU MONDE**
N° 1 - 1er trimestre
1995

C'est à la ville, *observatoire privilégié et réceptacle des évolutions sociales*, et plus particulièrement aux medinas, que cette nouvelle revue entend désormais consacrer, chaque trimestre, un regard pluridisciplinaire, ouvert à la réflexion théorique et contribuant à un *dialogue des cultures*.

Comment ces espaces urbains sont-ils investis, vécus au quotidien ? Comment comprendre la notion même de médina, quels sont les enjeux de la sauvegarde des centres anciens, le rôle imparti à l'architecture et à l'urbanisme ? Tels sont quelques-uns des thèmes abordés par ce premier numéro. P.SIGNOLES traite ainsi du rôle des medinas dans leurs structures sociales contemporaines, tandis que P.GUICHARD se penche sur leur passé et H.ZAFRANI évoque l'évolution d'une vie intellectuelle *judéo-berbéro-arabo-hispanique*. C.LIAUZU évalue, quant à lui, les conséquences d'une mondialisation des processus d'urbanisation.

La sauvegarde des centres historiques que sont les medinas se heurte aux risques, à la fois de modernisation outrancière et de *muséification*. Si le rôle de *garant moral et institutionnel de la protection du patrimoine mondial* assumé par l'UNESCO semble reconnu (M.BOUCHENAK) l'introduction même de la notion occidentale de *patrimoine* rencontre des difficultés (S.YERASIMOS). Dans cet ordre d'idées, le projet de sauvegarde de la médina de Fès fait l'objet d'un article de P.BONNENFANT, le classement au patrimoine mondial de Zabid est commenté par J-M.GENTILLEAU, C.LAMMALI fait état des *transformations d'une cité du désert* (Tamenif) et A.RAYMOND évoque les *ruptures et les continuités* dans l'histoire du Caire, au regard des successions dynastiques.

▲ Association Médina-cité du monde - 13, rue de l'Eure - 75014 Paris.

INTERNATIONAL
JOURNAL OF MIDDLE
EAST STUDIES
N° 2 - mai 1995

Dès le début du XVII^e siècle, dans le sillage des voyageurs et des explorateurs, l'Europe académique porte une attention renouvelée à l'Orient, à travers notamment les travaux de géographes arabes comme El Idrissi (M.TOLMACHEVA). D.ZE'EV, qui travaille sur cette période, tente de cerner le statut de la femme à Jérusalem en confrontant deux sources très différentes : les récits de voyageurs chrétiens et les archives des tribunaux musulmans fournissent en effet des images contrastées. Femmes ignorantes, privées de tous droits et condamnées à un enfermement permanent d'un côté, de l'autre un cloisonnement des mondes masculin et féminin qui n'exclut pas "la moitié du monde" d'une riche vie sociale. Autre lieu, autre temps, M.BONAKDARIAN étudie l'exil des constitutionnalistes iraniens en Grande-Bretagne en 1908-09 et s'attache à percer leurs liens avec d'autres mouvements comme les jeunes Turcs mais aussi avec les opposants britanniques à la politique du *Foreign Office*. L'auteur voit là, en effet, une des origines des mouvements anti-impérialistes qui se développeront après la 2^e guerre mondiale. C'est à l'Iran d'aujourd'hui que se consacre S.BEHDAB : par contraste avec les premières années de la révolution islamique, l'enseignement de l'économie fait désormais de moins en moins référence à l'islam officiel pour se conformer à l'orthodoxie libérale occidentale. Dernier thème enfin, G.WARBURG analyse la rivalité qui oppose, dans le Soudan contemporain, les mouvements islamistes conduits par Sadiq El Mahdi et Hassan Turabi ; les premiers font référence au mouvement mahdiste, alors que les militants du Front National islamique considèrent que cet héritage s'oppose à l'Etat islamique moderne auquel ils aspirent.

- ▲ The Middle East Studies Association of North America - Department of History - University of California - Santa Barbara - California 93106 - USA.

REVUE FRANCAISE
DE SCIENCE
POLITIQUE
N° 1 - vol 45 - fevrier
1995*La ville objet politique objet de politiques*

La complexité croissante du fait urbain entraîne une transformation de l'action publique vers une coopération obligée mais négociée entre une pluralité d'intervenants, parmi lesquels les acteurs non-gouvernementaux jouent un rôle croissant. S'appuyant sur une recherche au sein de l'appareil politico-administratif, D.DAMAMME et B.JOBERT expliquent les constances de la politique de la ville depuis 1981. Leur analyse conclut à une modification très limitée de l'économie générale de l'action publique malgré une politique à prétention globale (interministérielle) qui ne serait que le symbole de la lutte contre l'exclusion sociale, contribuant toutefois à la mise en place d'un nouveau modèle d'action fondé sur la négociation permanente. Pratique novatrice ne signifie en effet pas panacée démocratique : la contractualisation réticulée des politiques urbaines conduit à une recomposition des élites de la décision au sein de forums où le débat est du ressort des experts (J-P.GAUDIN). La population est de moins en moins concernée par des procédures estampillées du sceau démocratique du seul fait de leur existence.

Pour les commodités de l'analyse, P.LE GALES souhaite substituer au concept de gouvernement local celui de gouvernance urbaine, entendue comme l'ensemble des mécanismes alternatifs de négociation entre différents groupes qui permettent une véritable action publique. L'auteur insiste cependant sur le paradoxe que constitue le développement de politiques urbaines dans un contexte de privatisation des services publics et de fragmentation croissante du gouvernement de la ville...

On lira en outre dans ce numéro une critique de la théorie des choix rationnels et un ensemble de données sur les électorsats présidentiels en France.

- ▲ Presses de la Fondation des Sciences Politiques - 44, rue du Four - 75006 Paris.

REVUE
TIERS-MONDE
N° 141 - janvier-mars
1995*Sociétés en mutation entre restructurations mondiales et initiatives locales*

Le Groupement d'intérêt scientifique *Economie mondiale, Tiers Monde, Développement* fédère un ensemble d'équipes de recherches de la région parisienne et développe un programme dont l'ambition est de dresser un état des recherches francophones sur les dynamiques des tiers-mondes. Dans cette optique, J.-P.PEEMANS montre comment l'évolution des considérations sur l'articulation des espaces urbains et ruraux doit être reliée à la consolidation du pouvoir de certaines catégories d'acteurs dans les rapports internationaux. Sur le fond, la représentation qui domine dans ce champ est celle de sociétés d'autant plus déstructurées que le modèle de développement associé à l'Etat-nation, voire l'Etat-nation lui-même, sont en crise, de même que les formes traditionnelles de solidarité (M.HAUBERT et P.REY).

A partir du cas de l'agglomération de Guadalajara (Mexique), J.RIVELLOIS montre la distance qui sépare les théories de la planification urbaine de leur mise en pratique effective. J.-M.WAUTELET, quant à lui, se demande à partir du cas du Cameroun, si les politiques d'ajustement et de retrait de l'Etat ouvrent réellement de nouveaux espaces d'action aux paysannes.

Ces analyses rendent compte en partie de la façon dont les mutations actuelles du capitalisme peuvent modifier les capacités d'initiative et les représentations des acteurs sociaux. Mais d'autres conséquences sont à considérer. Ainsi, en Egypte, ce sont les ligues régionales et les associations islamiques, étudiées par S.BEN NEFISSA, qui contribuent à maintenir l'ordre social malgré une situation objectivement explosive. Au Pérou, ce sont des millions de paysans expulsés des campagnes qui ont afflué à Lima et cherchent à s'y faire une place ; M.BEY analyse leurs stratégies d'insertion et de survie.

- ▲ Institut d'Etude du Développement Economique et Social - Presses Universitaires de France - 58, boulevard Aragon - 75013 Paris.